

quand le ministre pourra-t-il dire à la Chambre qu'un accord complet a été conclu avec le Québec?

[Traduction]

L'hon. M. Sharp: D'ici très peu de temps, je l'espère, monsieur l'Orateur. Puis-je me permettre de répondre à l'autre question qui a été posée? Je sais qu'on veut mon avis là-dessus, mais il y a plus que cela. Le gouvernement canadien a affirmé sa position: seul le gouvernement du Canada parle au nom du pays.

Des voix: Bravo!

M. Baldwin: Il parle bien mal.

LE DROIT DES PROVINCES DE SIGNER DES ENTENTES CULTURELLES AVEC DES PAYS FRANCOPHONES

[Français]

M. Georges Valade (Sainte-Marie): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire à l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Reconnait-il que le gouvernement provincial a le droit de signer des ententes culturelles avec des pays francophones, ou si le gouvernement fédéral reconnaît...

M. l'Orateur: A l'ordre. Il me semble que l'honorable député invite le ministre à exprimer une opinion, et je ne crois pas que, dans ce sens, la question soit recevable.

LES AÉROPORTS

LES NOUVEAUX AMÉNAGEMENTS À TORONTO

[Traduction]

M. A. D. Hales (Wellington): Monsieur l'Orateur, puis-je adresser une question au ministre des Transports? Peut-il dire à la Chambre quels sont les emplacements que l'on a envisagés ou que l'on envisage pour l'aéroport auxiliaire de Malton? En a-t-on décidé et sinon, quand le ministre sera-t-il en mesure de faire une déclaration?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, comme je l'ai signalé à la Chambre il y a quelques semaines, on n'a encore pris aucune décision définitive. On a examiné quatre ou cinq emplacements, et comme il faudra trois ou quatre mois pour terminer ces travaux, aucune décision ne sera prise avant le début de l'automne.

M. l'Orateur: Je donne la parole au député de Battle River.

M. Downey: Monsieur l'Orateur, je voulais poser une question, mais puisque le ministre responsable est absent aujourd'hui, j'attendrai jusqu'à demain, avec votre permission.

[L'hon. M. Asselin.]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

CHYPRE—LE RÈGLEMENT DU CONFLIT ET LE RAPPEL DES TROUPES CANADIENNES

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures une question sur les troupes stationnées à Chypre et qui font partie de la force du maintien de la paix des Nations Unies. Sauf erreur, nos troupes ne devaient pas y rester en permanence, mais seulement jusqu'à ce qu'on trouve une solution politique aux problèmes de cette région. A ce propos, le ministre a-t-il pris une initiative, directement ou par l'entremise des Nations Unies, en vue du règlement de l'affaire cyprite, pour que nous puissions envisager de ramener nos troupes au pays?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, nous avons eu parfois des entretiens avec les deux parties. Nous sommes aussi impatients que le chef de l'opposition de ramener au pays les troupes canadiennes. Cependant, le secrétaire général des Nations Unies et d'autres personnalités nous ont fait valoir l'importance du maintien de nos troupes dans cette région afin de contribuer non seulement au maintien de la paix sur cette île, mais aussi pour trouver une solution pacifique au conflit.

LES PENSIONS

LES EXHORTATIONS DE CERTAINS DÉPUTÉS LIBÉRAUX EN VUE D'UNE AUGMENTATION DE LA PENSION DE LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, puis-je adresser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social? Comme, d'après les rumeurs, des députés libéraux exhortent le gouvernement à augmenter immédiatement le montant de base de la pension de la sécurité de la vieillesse, j'aimerais savoir si le gouvernement examine cette agréable demande. Prendra-t-il une décision à son égard pendant la session actuelle?

M. l'Orateur: A l'ordre. La parole est au député de Red Deer.

LA FONCTION PUBLIQUE

L'ACCROISSEMENT DES EFFECTIFS ET LES DÉCLARATIONS TENDANT À LA RÉDUCTION

M. R. N. Thompson (Red Deer): Monsieur l'Orateur, puis-je adresser une question au président du Conseil du Trésor? Selon les prévisions pour l'année qui vient, la fonction publique comptera 8,000 fonctionnaires de plus. Comment, dans ce cas-là, le ministre